

RAPPORT ANNUEL 2018 | 2019

La VOIX nationale bilingue INCONTOURNABLE de l'éducation publique financée par l'État



Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants
Canadian Teachers' Federation

www.ctf-fce.ca

table des matières

MESSAGE DU PRÉSIDENT

1

VISION 2020

4

OBJECTIFS STRATÉGIQUES POUR 2018-2019

5

PILERS ET PRIORITÉS

6

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

8

SOMMAIRE FINANCIER

15

MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

17

COMITÉS DE LA FCE/CTF

18

ACTIVITÉ DANS LES MÉDIAS SOCIAUX

19

PRIX ET HOMMAGES

20



Une transition positive et un avenir prometteur pour notre Fédération

Cette année est une année spéciale pour notre Fédération. Pour commencer, le Forum canadien sur l'éducation publique, un événement annuel qui sert de merveilleux prétexte à l'Assemblée générale annuelle (AGA), fait une pause en 2019 pour céder la place au Congrès mondial quadriennal de l'Internationale de l'Éducation (IE), qui se déroulera à Bangkok, en Thaïlande. Le Congrès mondial rassemble les délégués et déléguées des 400 organisations affiliées de l'IE, dont la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE/CTF). Ensemble, les organisations nationales de l'enseignement définiront leur politique mondiale de l'éducation publique. Chez nous, au Canada, la FCE/CTF se prépare à une transition. Cette AGA sera la dernière à laquelle j'assisterai comme président. En effet, je céderai les rênes à la personne qui sera élue cette année pour prendre ma place.

Cette année marque également la fin des 100 premières années de l'organisation. Mais avant que la FCE/CTF ne célèbre cet important anniversaire, il reste beaucoup de travail à accomplir. Dans tout le pays, nous sommes aux prises avec une déferlante d'idées populistes et des partis politiques déterminés à démanteler nos institutions publiques. Et l'éducation se trouve au cœur de la tempête. À cette AGA, nous voulons définir une orientation qui correspond à nos principes directeurs pour bâtir des systèmes d'éducation publique financés par l'État meilleurs et plus solides et pour créer une société plus inclusive et plus juste.

Au cours de la dernière année, les efforts que vous, les membres de la FCE/CTF, avez déployés pour contenir la vague de mesures d'austérité et, malgré les difficultés, pour faire du système canadien d'éducation publique l'un des meilleurs du monde ont été manifestes aux quatre coins du Canada.

Étant donné les difficultés rencontrées ici, au Canada, et à l'étranger, dans le milieu de l'éducation et dans notre environnement politique et social complexe, le fait de nous réunir entre collègues envoie un message clair, un message d'unité. Et cette unité nous permet d'avancer en nous disant qu'aucun défi n'est trop grand pour nous. Collectivement, nous sommes les gardiennes et gardiens de nos systèmes d'éducation publique financés par l'État.

Notre nombre et notre solidarité font de nous, enseignantes et enseignants, avec nos organisations, une force qu'on ne doit pas sous-estimer. Tous les jours, notre travail a une incidence directe sur la vie de nombreuses personnes, et nous devons tous et toutes continuer de travailler ensemble pour surmonter les difficultés qui menacent l'éducation publique et, de fait, notre société démocratique.

En tant que gardiennes et gardiens de la profession enseignante, nous maintenons la pression sur les gouvernements, malheureusement trop nombreux à continuer de prendre des décisions stratégiques qui ne bénéficient ni à l'éducation publique ni aux élèves à qui nous enseignons. Nos conditions de travail et les conditions d'apprentissage des élèves doivent être parmi les meilleures et nous permettre d'offrir à chaque enfant du Canada la meilleure expérience éducative possible.

Il est inadmissible que les gouvernements se servent de l'éducation comme d'un levier politique pour gagner des votes sur le dos des élèves. L'éducation publique ne peut pas et ne doit pas être considérée comme un produit livrable instantanément. Les enfants canadiens méritent beaucoup plus, et c'est pourquoi nous devons investir en eux.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Dans les circonstances, la FCE/CTF est déterminée à diffuser le plus largement possible le message selon lequel des systèmes d'éducation publique solides, financés par l'État, sont essentiels à l'avenir de nos enfants, à nos collectivités et à notre bien collectif.

La Conférence sur la négociation collective dans le milieu enseignant, qui a eu lieu à St. John's, illustre à merveille notre approche proactive. Cette conférence montre en effet combien la profession peut s'unir en toute solidarité pour rétablir l'équilibre des pouvoirs. Gracieusement accueillie par la NLTA, la Conférence de cette année a fourni aux négociateurs et négociatrices réunis pour l'occasion les meilleurs outils et les meilleures connaissances possible tout en leur permettant d'échanger des stratégies efficaces afin qu'ils soient mieux préparés pour défendre les intérêts du personnel enseignant et des élèves.

Diriger une organisation qui travaille sans relâche pour améliorer la vie des gens a été pour moi une source de fierté, et ce dès le premier jour de mon mandat de président. J'ai par exemple pu voir de première main combien la FCE/CTF s'efforce de faire avancer l'équité entre les genres et de défendre le principe de l'identité de genre. Elle a collaboré avec Plan International Canada à la réalisation d'un projet pancanadien et pluriannuel appelé Les jeunes pour l'égalité des genres, qui a permis de faire entendre la voix et les opinions de la prochaine génération de citoyennes et citoyens, et de dirigeantes et dirigeants engagés. Le projet a mené à l'élaboration de la toute première *Feuille de route des jeunes pour l'égalité des genres*.

Reconnaissant l'écart entre le pourcentage de femmes dans la profession enseignante et le pourcentage de femmes qui assument un rôle de direction dans un syndicat de l'enseignement, la FCE/CTF a créé une ressource en ligne inédite, destinée aux dirigeantes des syndicats de l'enseignement et à leurs alliées. Grâce à cette ressource, nous espérons ouvrir les portes aux femmes qui cherchent à occuper un poste électif ou, au moins, qui y songent. Je suis heureux de dire que ce projet ne fait pas cavalier seul.

En plus du Symposium de la FCE/CTF sur les questions féminines qui a eu lieu cette année à Vancouver et que la FECB a si bien accueilli, nous avons appuyé la conférence de Women Deliver, la plus grande conférence du monde sur les droits des femmes et des filles. Je félicite pour leurs efforts toutes les dirigeantes qui ont participé à l'organisation et à la conduite de la conférence.

Dans un autre ordre d'idées, l'un des plus grands problèmes auxquels nous devons tous et toutes faire face, les changements climatiques, en est un que nos enfants doivent affronter et avec lequel ils doivent vivre. C'est pourquoi la FCE/CTF continue de soutenir les jeunes d'aujourd'hui dans leurs efforts pour faire entendre leur voix sur des questions qui les concernent et pour lesquelles ils sont prêts à se battre. Je suis souvent stupéfait d'entendre les gouvernements solliciter l'engagement des élèves alors que, la plupart du temps, ils ne les écoutent pas véritablement.



MESSAGE DU PRÉSIDENT



Les marches de protestation dirigées par des élèves dans le monde entier pour demander des actions politiques à l'égard des changements climatiques ne peuvent pas être ignorées. Nous, enseignantes et enseignants, devons trouver des moyens de nourrir et d'utiliser cette passion pour aider nos jeunes dans leurs démarches, parce qu'au bout du compte, c'est à eux que l'avenir appartient vraiment.

J'ai eu la chance de voyager d'un bout à l'autre de notre vaste pays au cours des deux dernières années, et ces voyages n'ont fait que renforcer ma foi en notre profession. D'après les innombrables AGA auxquelles j'ai assisté, je peux dire que le message du personnel enseignant est clair. Collectivement, nous sommes profondément résolus à déployer tous les efforts nécessaires pour que plus, et non pas moins, d'enfants au Canada, et dans le monde, aient accès à une éducation publique inclusive de qualité, financée par l'État.

Nous croyons en notre mission parce que nous formons une fédération d'organisations d'enseignantes et enseignants, et que les enseignantes et enseignants sont les véritables superhéros et superhéroïnes. Ensemble, nous contribuons à rendre l'avenir meilleur pour un grand nombre de personnes. La tâche n'est pas facile, mais nous n'avons pas choisi cette profession pour sa facilité!

Je vous remercie de m'avoir accordé le privilège de vous servir comme président. Travailler à vos côtés a été pour moi un honneur. Je suis fier d'être canadien et je suis fier d'être enseignant!

À mes collègues, amies et amis, je souhaite bonne chance tandis que vous continuerez la bataille pour une éducation publique de qualité.

Merci.

Le président de la FCE/CTF,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Mark Ramsankar'.

H. Mark Ramsankar

La **VOIX** nationale bilingue **INCONTOURNABLE** de l'éducation publique financée par l'État



ADHÉSIONS

1. Renforcer certains avantages de l'adhésion à la FCE/CTF, dans les deux langues officielles, notamment :
 - a. soutien à la négociation collective et au bien-être économique du personnel enseignant;
 - b. accès et participation à un service national de recherche sur l'éducation;
 - c. action politique coordonnée aux paliers provincial-territorial et national sur les dossiers prioritaires définis à l'AGA de 2018;
 - d. programmes à l'intention des enseignantes et enseignants;
 - e. réseautage et mobilisation à l'intérieur du mouvement social et syndical, aux paliers national et international.

PARTENARIATS

1. Renforcer la collaboration avec les trois catégories de partenaires suivantes :
 - a. Secteur public
 - Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] : faire entendre la voix de la FCE/CTF sur les dossiers d'action politique prioritaires;
 - Gouvernement du Canada : faire que la FCE/CTF soit invitée à assister aux événements pertinents organisés par le gouvernement et à contribuer à diverses initiatives d'intérêt, et qu'elle obtienne des fonds d'un ou de plusieurs ministères pour enrichir ses programmes (comme son programme de coopération au développement international et son Programme pour la francophonie);
 - b. Organisations non gouvernementales
 - Plan International Canada : mise en œuvre du projet Les jeunes pour l'égalité des genres; collaboration relative à la conférence de Women Deliver et par l'intermédiaire de la Mobilisation canadienne Women Deliver 2019;
 - Membres du Canadian International Education Policy Working Group (CIEPWG) (groupe de travail sur la politique canadienne en matière d'éducation internationale) et de la Mobilisation canadienne Women Deliver 2019;
 - c. Universités
 - Collaboration avec des amies et amis importants de l'Université d'Ottawa, de l'Université de Waterloo, de l'Université Nipissing, de l'Université McGill et de l'Université de la Colombie-Britannique

VISIBILITÉ

1. Continuer d'améliorer et d'étendre la visibilité de la FCE/CTF en mettant en relief son action politique par la voie des nouveaux médias, des discours du président et des événements et médias collaborateurs tout en veillant à fournir aux organisations Membres des notes d'information basées sur les résultats des recherches et des outils visuels partageables et efficaces, aux couleurs de la FCE/CTF, pour les soutenir dans leur activité politique sur les dossiers prioritaires à l'échelon provincial ou territorial.

GOVERNANCE

1. Terminer la révision du *Guide de la FCE/CTF* (Statuts, Règlements intérieurs et Règlements).
2. Continuer d'accroître la mobilisation et la participation des personnes déléguées en gérant efficacement le déroulement de l'AGA; en offrant une séance d'orientation aux nouvelles personnes déléguées (en vigueur depuis 2017); en prévoyant des séances de discussion sur les dossiers prioritaires; et en facilitant la préparation des rapports des organisations membres (d'après les rapports du Tour d'horizon pancanadien présentés aux réunions de novembre et d'avril).

Sommaire de l'action politique de la FCE/CTF de 2018-2019

DROITS DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS, ET SYNDICALISATION

- Droits des travailleuses et travailleurs (et C-27)
 - » Faire progresser les droits des travailleuses et travailleurs en tant que droits de la personne au Canada et à l'étranger.
- S-206 / Article 43 du *Code criminel*
 - » Élaborer une formule de remplacement de l'article 43 du *Code criminel* du Canada qui assure la protection des membres de la profession enseignante et des élèves qui leur sont confiés tout en respectant les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation.
- Syndicalisation
 - » Appuyer les organisations membres et partenaires au moyen de stratégies favorisant le renouvellement syndical, le renforcement d'alliances plus larges et l'engagement démocratique.
- Violence en milieu de travail
 - » Militer en faveur de ressources accrues pour s'attaquer aux causes profondes de la violence à l'encontre du personnel enseignant et des élèves dans les écoles publiques, dont les problèmes de santé mentale, les troubles de comportement, les besoins particuliers des élèves et la disparité socioéconomique, et attirer l'attention sur cette problématique.



**Renforcer les droits
des travailleuses
et travailleurs,
et promouvoir le
renouvellement
syndical**

DOTATION EN RESSOURCES FINANCIÈRES ET AUTRES DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE

- Octroi de ressources suffisantes, en particulier pour favoriser l'inclusion scolaire (et le droit d'auteur)
 - » Renforcer et soutenir les activités de recherche et les efforts d'action politique des organisations membres pour assurer l'octroi de ressources suffisantes, en particulier pour favoriser l'inclusion scolaire.
 - » Maintenir les dispositions relatives à l'utilisation équitable de la *Loi sur le droit d'auteur*.
- Privatisation
 - » Réaffirmer les valeurs de l'éducation publique financée par l'État comme le fondement des principes sociaux et démocratiques, et contrer toutes les formes, nouvelles et anciennes, de privatisation et de commercialisation de l'école publique.



**Veiller à ce que
l'éducation
publique dispose
de ressources et
d'un financement
adéquats**

JUSTICE SOCIALE

- Éducation environnementale et sensibilisation aux changements climatiques
 - » Devenir une voix nationale de premier plan en faveur de la justice climatique.
- Équité entre les genres
 - » Faire progresser et défendre l'équité entre les genres dans les organisations membres et partenaires de la FCE/CTF.
- Éducation autochtone
 - » Militer en faveur d'un financement suffisant pour les écoles autochtones, y compris l'infrastructure.
 - » Appuyer l'appel à l'action concernant l'éducation autochtone.
 - » Appuyer, promouvoir et défendre le droit inhérent des Autochtones de définir les buts de l'éducation et le programme d'études pour leurs enfants.
- Santé mentale du personnel enseignant et des élèves
 - » Améliorer l'accès aux ressources et aux services de soutien en santé mentale pour les élèves, le personnel enseignant et les autres professionnelles et professionnels de l'éducation.
- Pauvreté
 - » Militer efficacement en faveur de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté.
- Droit à une vie sans discrimination
 - » Faire entendre et amplifier la voix des groupes en quête d'équité, et faire connaître leurs initiatives.



Redoubler d'efforts
pour faire
progresser la
justice sociale

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE



Chères et chers collègues,

Le survol ci-dessous des principaux projets et activités menés en votre nom par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE/CTF) a pour but de nous rappeler toute la force qui réside dans l'action collective et la solidarité. Ensemble, nous avons fait beaucoup cette année (du 1^{er} septembre 2018 au 31 août 2019) pour renforcer les syndicats de l'enseignement, la profession et l'éducation publique financée par l'État au Canada et à l'étranger. Merci pour tout ce que vous faites pour notre fédération par l'intermédiaire de ses organisations membres.

Grâce au leadership politique du président, du Comité exécutif et du Conseil d'administration, ainsi qu'à l'excellent travail accompli par le personnel, nous avons continué de renforcer nos fondations en tant que fédération tout en ne ménageant aucun effort pour remplir le mandat qui nous a été donné par les déléguées et délégués à l'Assemblée générale annuelle (AGA) de l'an dernier, à Edmonton (Alberta).

De plus, par leur contribution, les porte-paroles des 18 organisations membres de la FCE/CTF, réparties dans toutes les provinces et tous les territoires, nous ont permis d'améliorer la vie des enseignantes et enseignants, des autres travailleuses et travailleurs de l'éducation, et des élèves. Vous trouverez ci-dessous les principaux progrès réalisés dans l'atteinte de chacun des objectifs stratégiques pour 2018-2019.

Pour renforcer certains avantages de l'**ADHÉSION**, dans les deux langues officielles, nous avons :

- intensifié notre action politique — à la suite de l'AGA de 2018 pendant laquelle les déléguées et délégués ont débattu des dossiers d'action politique prioritaires, puis établi une liste de 12 dossiers prioritaires, le Comité exécutif a confirmé les trois piliers ci-dessous ainsi que des objectifs et des actions éventuelles pour chaque dossier prioritaire. Nous avons préparé des documents d'information à l'intention des organisations membres; tenu de multiples réunions sur le projet de loi S-206 (article 43 du *Code criminel*), l'équité entre les genres et l'éducation autochtone; préparé la campagne « J'enseigne. Je vote. », axée sur les priorités du personnel enseignant, que nous lancerons pendant l'AGA en vue des prochaines élections fédérales; et établi les fondements d'une action politique solide à l'égard de tous les dossiers prioritaires. Un survol plus détaillé de l'action politique se trouve aux pages 6 et 7 du présent rapport, et de l'information récente, y compris des exemples de notes d'action politique et stratégique, se trouve dans les trousseaux en vue des discussions de groupe qui auront lieu pendant l'AGA;

Les piliers de l'action politique de la FCE/CTF sont les suivants :

- » l'octroi de ressources suffisantes pour l'éducation publique;
- » les droits des travailleurs et travailleuses, et la syndicalisation;
- » la justice sociale;
- continué de préparer des livrets adaptés à chacune des organisations membres, que nous distribuons aux assemblées annuelles de celles-ci;

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

- amélioré le site Web réservé aux membres, en particulier l'Infosource, où nous avons ajouté de l'information sur la négociation collective, y compris sur les salaires et l'effectif et la composition des classes, les régimes de retraite, les dossiers d'action politique prioritaires et les sondages de la FCE/CTF; d'autres améliorations seront apportées prochainement à ce site;
- offert, dans nos locaux, un stage de formation médiatique aux porte-paroles des organisations membres;
- fourni d'excellentes occasions d'apprentissage professionnel et de réseautage, dont une réunion du Réseau national de recherche du personnel enseignant (RNRPE, novembre 2018); la Réunion nationale pour le personnel, qui a affiché complet (novembre 2018); le Symposium francophone (novembre 2018); le Symposium sur les questions féminines, qui a affiché complet (juin 2019, tenu en collaboration avec la FECB); l'importante Conférence sur la négociation collective dans le milieu enseignant, qui a lieu tous les deux ans (juin 2019, tenue en collaboration avec la NLTA); et deux webinaires du RNRPE (avril et juin 2019);
- offert, dans le cadre du Projet outre-mer, de riches occasions d'apprentissage professionnel et de leadership à l'étranger à 59 enseignantes et enseignants représentant chaque province et territoire au Canada. Nous sommes très fiers de pouvoir dire que le Projet outre-mer est entièrement financé par la FCE/CTF et ses organisations membres. Cette année, 14 projets d'apprentissage professionnel auront lieu en collaboration avec des syndicats partenaires, tous membres de l'Internationale de l'Éducation (IE), dans 11 pays francophones et anglophones en Afrique et aux Caraïbes;
- organisé des réunions en personne du Comité consultatif du français langue première, du Comité consultatif de la condition féminine, du Comité consultatif de l'éducation autochtone et du Comité consultatif de la diversité et des droits de la personne afin de donner aux membres des comités l'occasion de se rencontrer et de discuter en personne. Ces réunions en personne avaient été mises de côté pendant de nombreuses années pour des raisons budgétaires, et nous sommes ravis d'avoir pu les rétablir;
- continué d'assumer notre rôle de membre du Forum des leaders de la francophonie canadienne;
- représenté les organisations membres au Comité de travail sur la sécurité linguistique;
- coordonné une étude sur la pénurie d'enseignantes et enseignants francophones grâce à des fonds de Patrimoine canadien, menée en collaboration avec des chercheuses et chercheurs de l'Université d'Ottawa;
- lancé une ressource évolutive, la première en son genre, qui a pour but de soutenir les femmes qui occupent des postes de direction dans les syndicats de l'enseignement (<https://femleadfem.ca/?lang=fr>). Merci aux organisations membres d'y avoir contribué, et de continuer de le faire;
- offert à près d'une centaine de collègues l'occasion de participer à la conférence de Women Deliver, la plus grande conférence du monde sur les droits des femmes et des filles (juin 2019), et veillé à ce que la voix du personnel enseignant soit bien entendue tout au long de cet important évènement;
- préparé et distribué régulièrement *L'Abrégé — Recherche et Apprentissage professionnel* et, tout récemment, une *Revue des études*;
- préparé divers rapports adaptés aux besoins des organisations membres sur la négociation collective, les dossiers d'action politique prioritaires et les services économiques;

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

- participé à la Table nationale sur l'éducation;
- continué de représenter les organisations membres en assurant la trésorerie du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation, et en faisant partie du Comité tripartite;
- élaboré un cahier de la collection La voix des élèves sur l'insécurité linguistique, qui sera lancé à l'automne 2019;
- collaboré avec l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) pour élaborer un fascicule de la collection Comprendre la construction identitaire, sur le thème de l'intervention culturelle;
- étiqueté les activités de la Banque d'activités pédagogiques de l'ACELF afin de faire des liens avec les conditions et les concepts de la PELF;
- préparé une analyse historique sur l'insécurité linguistique pour le compte de la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF).



Pour renforcer la collaboration avec les **PARTENAIRES**, la FCE/CTF :

- a travaillé avec le SECTEUR PUBLIC :
 - » **Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC]** — poursuite de l'action politique en faveur de l'utilisation équitable et de la protection prévues par la *Loi sur le droit d'auteur*;
 - » **Élections Canada** — promotion de la participation aux élections fédérales de 2019;
 - » **Santé Canada** — distribution du *Guide alimentaire canadien* de 2019 dans les écoles du pays;
 - » **Patrimoine canadien** — soumission d'une proposition de projet afin d'obtenir des fonds pour mettre sur pied une importante campagne visant à valoriser la profession enseignante et à s'attaquer à la pénurie d'enseignantes et enseignants francophones, en particulier en milieu minoritaire. La FCE/CTF mène ce projet en partenariat avec la Commission nationale des parents francophones, l'ACELF, la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF), la FJCF et le Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGE). Elle a préparé la proposition et, à la demande de ses partenaires, dirigera le projet s'il est approuvé;

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

- » **Affaires mondiales Canada (AMC)** — La FCE/CTF a obtenu des fonds dans le cadre d'un processus hautement concurrentiel afin de mener, en partenariat avec le Uganda National Teachers' Union, un projet quinquennal visant à améliorer l'éducation des filles au palier secondaire en Ouganda. La FCE/CTF est fière de faire partie des 21 organisations sélectionnées par AMC parmi près de 200 organisations de petite ou moyenne taille. La FCE/CTF est également heureuse d'obtenir de nouveau des fonds fédéraux après les coupes de 2011;
- » **Femmes et Égalité des genres et AMC** — représentation au comité consultatif du premier ministre mis sur pied en vue de la conférence de Women Deliver, auquel a également pris part l'honorable Maryam Monsef, ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et ministre du Développement international;
- s'est associée à des ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, dont les suivantes :
 - » **L'éducation au service de la Terre** — promotion du sondage sur la sensibilisation aux changements climatiques, auquel 2 000 personnes, y compris 1 200 enseignantes et enseignants, ont répondu;
 - » **Plan International Canada** — codirection du projet pancanadien Les jeunes pour l'égalité des genres, un projet d'une durée de trois ans qui rassemble des jeunes de tout le pays pour qu'ils discutent de questions relatives à l'égalité des genres et passent ensuite en mode action. Idéalement, le projet devrait guider la formulation et la mise en œuvre d'une politique pancanadienne de l'égalité des genres. La toute première *Feuille de route des jeunes pour l'égalité des genres* a été lancée à la conférence de Women Deliver (juin 2019);
 - » **CIVIX** — promotion croisée d'activités électorales dans les écoles du Canada;
 - » **HabiloMédias** — poursuite et renforcement du partenariat relatif à la Semaine éducation médias, et représentation au Conseil d'administration d'HabiloMédias;
 - » **CBC Kids News** — acceptation d'une invitation à se joindre au Comité de rédaction;
 - » **Indspire** — établissement d'une relation de travail dans le cadre de l'évènement intitulé National Gathering for Indigenous Education, et collaboration par l'intermédiaire de *Perspectives*;
 - » **Robert F. Kennedy Human Rights** — poursuite de la collaboration dans le cadre de Parler vrai au pouvoir Canada, *Perspectives* et d'autres projets éventuels;
 - » **ACELF, FNCSF, RNDGE et FCDEF** — élaboration d'un programme de formation des formateurs et formatrices visant à favoriser le maintien en poste du personnel enseignant dans les écoles de langue française (langue première). Si ce programme est approuvé, la FNCSF le dirigera en partenariat avec la FCE/CTF;
 - » **Culture pour tous** — soutien à des projets ciblant les élèves francophones (Une chanson à l'école et J'aime les mots);
 - » **Croix-Rouge canadienne, Commission canadienne pour l'UNESCO et Right To Play** — coopération au développement, y compris le Projet outre-mer;
 - » **Musée canadien pour les droits de la personne** — collaboration à l'ajout de profils de défenseuses et défenseurs canadiens des droits de la personne, et contribution à *Perspectives*.

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

- a collaboré avec des UNIVERSITÉS :
 - » **Université Carleton** — premières étapes d'une collaboration avec le Landon Pearson Centre for the Study of Childhood and Children's Rights;
 - » **Université McGill**, Département des études intégrées en sciences de l'éducation — rôle consultatif dans une étude sur la violence fondée sur le genre en milieu scolaire;
 - » **Université d'Ottawa:**
 - › étude sur la pénurie d'enseignantes et enseignants francophones;
 - › projet e-Quality (sur l'utilisation des médias numériques et sociaux, les jeunes et la salle de classe);
 - › projet Healthy and Productive Knowledge Workers, en collaboration avec l'Université Nipissing.

En même temps, les partenariats internationaux existants ont été renforcés, et de nouveaux partenariats ont été noués avec des organisations affiliées à l'Internationale de l'Éducation (IE) en Afrique, en Asie, aux Caraïbes et en Amérique latine. Des activités et des projets de coopération au développement donnent à des enseignantes et enseignants canadiens l'occasion d'agir concrètement en faveur d'un enseignement de qualité, du renforcement des organisations de l'enseignement et de l'équité entre les genres tout en améliorant leur propre pratique pédagogique. L'IE a exprimé le désir d'explorer l'idée d'un consortium afin d'élargir le Programme de bourses John Thompson (qui vise le renforcement des capacités des organisations de l'enseignement) en Asie et peut-être en Afrique. La FCE/CTF a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration et la mise en œuvre de ce programme dans le monde.

Pour continuer d'améliorer et d'étendre la **VISIBILITÉ** de la FCE/CTF, nous avons mis en relief son action politique par la voie des nouveaux médias, des discours du président et des événements et médias collaborateurs tout en veillant à fournir aux organisations membres des notes d'information basées sur les résultats des recherches et des outils visuels partageables et efficaces, aux couleurs de la FCE/CTF, pour les soutenir dans leur action politique sur les dossiers prioritaires à l'échelon provincial ou territorial. Plus précisément, nous avons :

- offert une expérience nouvelle et plus interactive au stand de la FCE/CTF installé aux assemblées des organisations membres, et continué de distribuer à celles-ci des livrets personnalisés;
- remanié les discours que les personnes à la présidence et à la vice-présidence prononcent aux événements des organisations membres et des partenaires de manière à ce qu'ils unissent les membres de la FCE/CTF et mettent en valeur le pouvoir transformateur de l'éducation;
- commencé l'élaboration du nouveau site Web de la FCE/CTF, qui avance bien. Le nouveau site présentera la profession enseignante, la FCE/CTF et son travail d'une manière novatrice et accessible. Nous voulons encourager les membres à recommencer à utiliser le site et inciter de nouveaux utilisateurs et utilisatrices à s'en servir. Le site <https://femleadfem.ca/>, lancé récemment, donne des exemples concrets de l'orientation nouvelle, favorable à l'accessibilité, que nous avons choisie;
- créé VoxEd, le balado de la FCE/CTF;
- créé une vidéo qui présente la FCE/CTF, en prévision de son centenaire;
- obtenu de la visibilité à la radio et dans la presse écrite à propos d'un éventail de questions et d'activités. Le travail sur la violence en classe annoncé à l'AGA de l'an dernier a attiré l'attention d'un nombre incroyable de médias collaborateurs, et il continue de le faire.

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

- conçu et fait approuver un nouveau logo de la FCE/CTF en vue de son 100^e anniversaire;
- donné suite au succès de la campagne « J'enseigne. Je vote. » de 2015 pour élaborer celle de 2019;
- amélioré la portée de nos interventions dans les médias sociaux en mettant davantage l'accent sur les événements nationaux et internationaux, et en créant du contenu partageable personnalisé (voir la page 19 pour lire des statistiques sur la portée de nos interventions dans les médias sociaux);
- fait la promotion de la profession à l'occasion de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants, le 5 octobre;
- présenté la PELF à la Table nationale sur l'éducation;
- présenté la PELF au Congrès annuel de l'Association canadienne des professionnels de l'immersion et des Éducatrices et éducateurs francophones du Manitoba;
- présenté l'historique du dossier de l'insécurité linguistique au Symposium national sur l'insécurité linguistique;
- participé à des panels à l'occasion du lancement canadien du Rapport mondial de suivi sur l'éducation. Ce rapport annuel, indépendant et financé par un groupe composé de gouvernements, d'organismes multilatéraux et de fondations privées est coordonné et soutenu par l'UNESCO. Il s'intitulait cette année *Migration, déplacement et éducation : bâtir des ponts, pas des murs.*

Et, évidemment, la bonne **GOVERNANCE** est essentielle à la bonne marche de la FCE/CTF. Cette année, afin d'atteindre les objectifs fixés, nous avons :

- mené à bien la révision du *Guide de la FCE/CTF* (Statuts, Règlement intérieur et Règlements); les déléguées et délégués à l'AGA auront l'occasion de prendre connaissance des modifications proposées et de voter sur le nouveau *Guide* (Statuts, Règlements administratifs et Procédures).
- mis en œuvre les changements proposés au programme de l'AGA afin d'offrir aux personnes déléguées une expérience nouvelle;
- conçu une séance d'orientation pour la présidente désignée ou le président désigné, et préparé des documents de transition et de soutien, et un calendrier provisoire;
- amélioré la préparation des délégués et déléguées en vue du 8^e Congrès mondial de l'IE.



MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Sur le plan du fonctionnement, nous avons adroitement navigué sur la vague des départs à la retraite, et de nouveaux membres du personnel sont maintenant bien installés dans leurs fonctions et contribuent déjà beaucoup à la FCE/CTF. Pour permettre aux organisations membres de savoir qui sont les nouveaux visages de la FCE/CTF, le nouveau site Web contiendra les coordonnées des directeurs et directrices de programmes et des chefs des différents services opérationnels. Comme beaucoup d'entre vous le savent, le personnel de la FCE/CTF ne compte que 29 personnes, y compris la direction. Bien que les adhésions aient augmenté ces dernières années, le nombre de membres du personnel n'a pas augmenté depuis des dizaines d'années. Nous espérons que nous pourrions, si le budget le permet et sous la direction du Conseil d'administration, faire grossir notre équipe dans les années à venir afin de servir encore mieux nos organisations membres.

En tant que déléguées et délégués à l'AGA de la FCE/CTF, vous contribuez, par vos commentaires et suggestions, au succès et au renforcement de la FCE/CTF ainsi qu'à sa croissance continue. En tant que fédération, la FCE/CTF repose sur la contribution collective des organisations qui la composent.

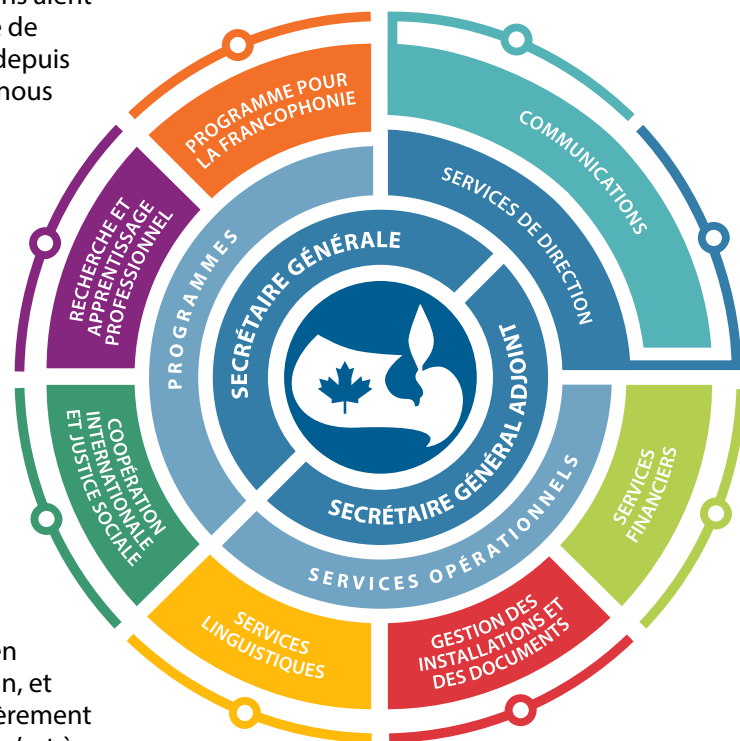
Nous sommes réunis ici à l'occasion de l'assemblée annuelle pour clore l'exercice en cours et donner une orientation au prochain, et je profite de l'occasion pour remercier sincèrement les membres du personnel, grâce auxquels c'est à la fois un plaisir et un privilège de venir travailler tous les jours, ainsi que le Conseil d'administration, les membres des comités consultatifs, le Comité exécutif et le président H. Mark Ramsankar, qui termine son mandat, pour tout ce qu'ils font pour guider le travail de la FCE/CTF et l'aider ainsi à remplir sa mission.

Merci.

La secrétaire générale de la FCE/CTF,









Cassandra Hallett



SOMMAIRE FINANCIER

Chaque enseignante et enseignant paie 29,30 \$ par année. À quoi sert ce montant? [Budget de 2018-2019]

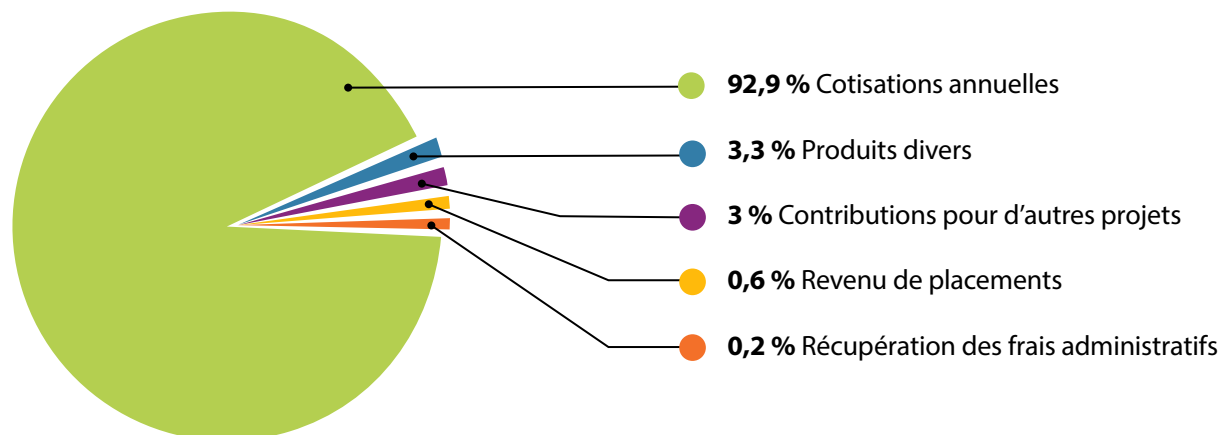
	1,56 \$ Fonds assujettis à des restrictions internes
	1,97 \$ Autres salaires et avantages sociaux
	2,68 \$ Adhésions
	6,27 \$ Services de direction
	8,06 \$ Programmes et services
	8,76 \$ Services opérationnels et charges transsectorielles

Budget de la FCE/CTF (du 1^{er} septembre 2018 au 31 août 2019) [approuvé par l'AGA de 2018]

PRODUITS	BUDGET APPROUVÉ
Cotisations des organisations membres	6 448 000 \$
Revenu de placements	60 000
Projets financés à l'externe	158 000
Caisse de défense du personnel enseignant canadien	-
Droits d'inscription aux événements de la FCE/CTF	63 000
Produits divers	100 000
Recouvrement des coûts — bureau	15 000
TOTAL — PRODUITS	6 844 000
CHARGES	
Services de direction	1 466 000
Programmes et services	1 885 500
Services opérationnels et charges transsectorielles	2 047 000
Adhésions	627 000
Caisse de défense du personnel enseignant canadien	-
Autres salaires et avantages sociaux	460 000
Fonds assujettis à des restrictions internes	365 000
TOTAL — CHARGES	6 850 500
Excédent (déficit) des produits par rapport aux charges	(6 500) \$

SOMMAIRE FINANCIER

Sources de produits [Budget de 2018-2019]



État des produits et charges de la FCE/CTF [pour l'exercice terminé le 31 août 2018]

PRODUITS	2018	2017*
Cotisations annuelles	6 216 646 \$	5 960 377 \$
Revenu de placements	74 827	36 014
Récupération des frais administratifs	15 000	15 000
Contributions pour d'autres projets	121 243	189 901
Caisse de défense du personnel enseignant canadien	-	-
Produits divers	233 048	211 345
TOTAL — PRODUITS	6 660 764	6 412 637
CHARGES		
Services de direction	1 326 268	1 411 399
Programmes et services	1 517 963	1 568 021
Services opérationnels et charges transsectorielles	1 930 679	1 899 966
Adhésions	554 837	486 301
Amortissement des immobilisations	118 132	113 560
Caisse de défense du personnel enseignant canadien	-	-
Autres salaires et avantages sociaux	192 879	160 679
TOTAL — CHARGES	5 640 758	5 639 926
Excédent (déficit) des produits par rapport aux charges	1 020 006 \$	772 711 \$

* Les chiffres de 2017 ont été retraités pour tenir compte d'un changement à la méthode comptable. Pour en savoir plus, veuillez vous reporter aux états financiers audités de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants pour l'exercice terminé le 31 août 2018.

MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

H. Mark Ramsankar, président
 Bethany MacLeod, présidente désignée (juillet 2018 à mai 2019)
 Shelley Morse, présidente désignée (intérimaire, mai à juillet 2019)
 Dean Ingram, vice-président (intérimaire, mai à juillet 2019)
 Sam Hammond, vice-président
 Clint Johnston, vice-président
 Heidi Yetman, vice-présidente
 Cassandra Hallett, secrétaire générale

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ORGANISATIONS MEMBRES



Association des enseignantes et des enseignants du Nunavut (AEN)

John Fanjoy, président
 Emile Hatch, directeur général



Association des enseignantes et des enseignants du Yukon (AEY)

Sue Harding, présidente
 Ethan Emery, directeur général



Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO)

Rémi Sabourin, président
 Pierre Léonard, directeur général



Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ)

Nick Ross, membre du Comité exécutif
 Sébastien Joly, directeur général



Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO)

Harvey Bischof, président
 Pierre Côté, secrétaire général



Fédération des enseignantes et des enseignants de la Saskatchewan (FES)

Patrick Maze, président
 Randy Schmaltz, directeur général



Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO)

Karen Campbell, première vice-présidente
 Sharon O'Halloran, secrétaire générale



Fédération des enseignantes et enseignants de la Colombie-Britannique (FECB)

Teri Mooring, première vice-présidente
 Moira Mackenzie, directrice générale



New Brunswick Teachers' Association (NBTA)

George Daley, président
 Larry Jamieson, directeur général



Newfoundland and Labrador Teachers' Association (NLTA)

Dean Ingram, président
 Steve Brooks, directeur général



Northwest Territories Teachers' Association (NWTTA)

Fraser Oliver, président
 David Murphy, directeur général



Nova Scotia Teachers Union (NSTU)

Paul Wozney, président
 Janine Kerr, directrice générale



Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA)

Liz Stuart, présidente
 Marshall Jarvis, secrétaire général



Prince Edward Island Teachers' Federation (PEITF)

Aldene Smallman, vice-présidente
 Shaun MacCormac, secrétaire général



The Alberta Teachers' Association (ATA)

Greg Jeffery, président
 Dennis Theobald, secrétaire exécutif



The Manitoba Teachers' Society (MTS)

Norm Gould, président
 Roland Stankevicius, secrétaire général



Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO)

Diane Dewing, présidente
 Rhonda Kimberley-Young, secrétaire-trésorière



Syndicat des enseignantes et des enseignants du programme francophone de la Colombie-Britannique (SEPF)

Linda Thériault, présidente



Membre du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation

Dianne Woloschuk

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉS DE L'AGA

Le **Comité exécutif** mène les affaires de la FCE/CTF entre les réunions du Conseil d'administration.

Le **Comité des finances** a voix consultative à l'Assemblée générale annuelle (AGA) et auprès du Conseil d'administration et de la secrétaire générale en ce qui touche les finances et les lignes de conduite financières.

Les **fidéicommissaires** s'assurent que les fonds, les subventions et les sommes que reçoit le Fonds en fiducie de la FCE/CTF sont administrés et comptabilisés correctement.

Le **Comité des candidatures** supervise la procédure de mise en candidature des personnes souhaitant être élues à la haute direction de la FCE/CTF.

Le **Comité des résolutions** examine, évalue et recommande des motions à débattre à l'AGA.

Le **Comité directeur de l'AGA** supervise l'inscription de nouveaux points à l'ordre du jour pendant l'AGA.

Le **Comité des Statuts et des Règlements administratifs** n'a pas d'attributions officielles. Toutefois, le Conseil d'administration lui renvoie des sujets aux fins d'étude.

Le **Comité de négociation du Conseil** représente les intérêts de celui-ci lors de la négociation des conventions collectives avec le personnel de la FCE/CTF.

Le **Comité du Régime de retraite** supervise l'administration du Régime de retraite des employés et employés de la FCE/CTF.

COMITÉS CONSULTATIFS

Le **Comité consultatif du français langue première** offre des conseils afin de répondre aux besoins et aux préoccupations des organisations membres dans le domaine des services en français et du développement de l'éducation en français langue première.

Le **Comité consultatif de l'éducation autochtone** offre des conseils sur les orientations et les stratégies à long terme en matière d'éducation autochtone au Canada.

Le **Comité consultatif de la diversité et des droits de la personne** offre des conseils sur les orientations à long terme, les stratégies et les principes directeurs en matière de diversité et de droits de la personne.

Le **Comité consultatif de la condition féminine** offre des conseils sur les orientations à long terme, les stratégies, les principes directeurs et les règlements en matière de condition des femmes en éducation.

Le **Comité consultatif de la profession enseignante** donne des conseils sur d'importantes questions et préoccupations associées à l'identité et à la réputation des enseignantes et enseignants des écoles publiques et sur le travail que peut faire la FCE/CTF pour rehausser l'image de la profession enseignante. Il se prononce aussi sur des questions plus particulières relatives aux pratiques et aux politiques qui concernent la profession, de même que sur divers documents, débats et événements d'intérêt.



ACTIVITÉ DANS LES MÉDIAS SOCIAUX

Activité de la FCE/CTF dans les médias sociaux entre juillet 2018 et juin 2019



TWITTER [[@EnseigneCanada](#) et [@CanTeachersFed](#)]

- 739 gazouillis
- 1 121 nouveaux abonnés et abonnées
- 861 748 impressions
- 18 245 abonnés et abonnées

Gazouillis les plus populaires de l'année

- À la recherche de participants pour participer à une étude sur la pénurie d'enseignantes et #enseignants dans les écoles de langue française en contexte minoritaire. Veuillez partager! <https://mailchi.mp/feba1a1c2fbd/participez-a-une-nouvelle-etude> pic.twitter.com/h754BZlxNI (4 224 impressions)
- Elle peut accomplir tout ce qu'elle désire. Rien ne peut l'arrêter. Tout commence par une éducation publique de qualité. #JourneeDeLaFille pic.twitter.com/wYttBwjlfM (3 271 impressions)
- C'est la Journée de l'affaire « personne ». On se souvient les #CélèbresCinq qui ont été des pionnières de la justice sociale. Leur victoire représente l'un des nombreux jalons du mouvement en faveur de l'égalité des sexes et d'un monde plus juste. pic.twitter.com/78dnpsAUxN (2 045 impressions)
- Où seriez-vous sans l'enseignante ou enseignant qui a cru en vous? Aujourd'hui, dites-lui à quel point elle ou il a été important dans votre vie. Vive la #JournéeMondialeDesEnseignants! pic.twitter.com/b8s5bPI0Xf (1 873 impressions)
- Les dirigeantes et dirigeants syndicaux de la profession enseignante se rendent à Edmonton pour assister au #FORUMFCE #Ecolessécuritairesetbienveillantes @unite4ed (1 816 impressions)
- Bienvenue à @osstf en tant que membre de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants. Vote unanime à #AGAFCE à Edmonton. @unite4ed (1 703 impressions)



FACEBOOK [[@CTF.FCE](#)]

- 2 588 abonnés et abonnées

Portée organique record le 3 avril 2019



9 196 personnes l'ont vu : [La plus importante manifestation de l'histoire de l'Ontario français](#)

Parmi les publications organiques les plus marquantes de l'année

- Publications centrées sur les droits linguistiques et l'éducation francophone ont été vues par 32 668 personnes.
- Les trois numéros de *Perspectives* ont été vus par 30 584 personnes.
- Publications centrées sur les droits et éducation autochtone ont été vues par 28 236 personnes.
- Publications centrées sur l'équité entre les sexes ont été vues par 13 085 personnes.
- Publications centrées sur la commémoration et l'éducation sur l'Holocauste ont été vues par 9 883 personnes.
- Les publications de la Journée mondiale des enseignants ont touché 3 101 personnes.

PRIX SPÉCIAL

Le **Prix spécial** est remis à des personnes qui ont rendu des services méritoires à l'éducation ou à la profession enseignante à l'échelle provinciale, territoriale, nationale ou internationale.

RECONNAISSANCE DE LA CONTRIBUTION D'UNE ÉDUATRICE OU D'UN ÉDUCATEUR AUTOCHTONE EXCEPTIONNEL

Hommage rendu à un enseignant ou une enseignante qui a fait preuve de leadership en éducation autochtone et d'excellence dans son enseignement d'inspiration autochtone.

RECONNAISSANCE DE LA CONTRIBUTION D'UNE AÎNÉE OU D'UN AÎNÉ AUTOCHTONE

Hommage rendu à une aînée ou un aîné autochtone pour son importante contribution à l'éducation publique au Canada.



**PRIX
SPÉCIAL**

Alan Lombard



Alan Lombard a mené une carrière impressionnante dans le domaine de l'éducation pendant 50 ans, dont plus de 40 comme représentant ou dirigeant syndical. Alan a gravi un autre échelon important dans son militantisme syndical en devenant représentant de la profession enseignante au sein de l'équipe de négociation de l'Association provinciale des enseignantes et enseignants protestants du Québec (APEP) lors de la ronde de négociations provinciales de 1976. C'est alors qu'il a été nommé négociateur en chef de l'APEP, charge qu'il a conservée pendant plus de dix ans au cours desquels il a négocié quatre ententes provinciales au nom de l'Association. Avec les nombreuses améliorations importantes qu'elles ont apportées aux conditions de travail, ces ententes constituent, en grande partie, la base de la convention collective actuelle.

Au fil de sa longue carrière, Alan a travaillé à l'établissement de sa section locale, joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de la convention collective du personnel enseignant du Québec, contribué à la fondation et au développement de l'Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ) en tant qu'organisation, et aidé des milliers d'enseignantes et enseignants par son appui aux sections locales de l'APEQ. En 1988, il est devenu directeur général de l'Association. Alan Lombard a joué un rôle déterminant dans le développement de cette organisation et a continué à participer activement à de nombreuses rondes de négociations provinciales, contribuant ainsi grandement à améliorer la convention collective provinciale au bénéfice du corps enseignant de toute la province. Il a siégé au Conseil d'administration de la FCE/CTF de 2005 à 2018.



**PRIX
SPÉCIAL**

Diane Dewing



Forte de ses compétences et de sa passion pour l'enseignement, Diane Dewing va au delà de la salle de classe pour influencer positivement le cours des choses. Profondément convaincue qu'ensemble nous pouvons bâtir un monde meilleur, elle a fait, sur le terrain, le travail difficile qu'il fallait pour rallier les communautés à un objectif commun. En tant que syndicaliste enseignante depuis plus de 36 ans, elle a la réputation de poser des questions qui incitent à l'action. Au cours de sa carrière, elle a été présidente de sa section locale pendant 18 ans, membre du Comité exécutif provincial de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO) pendant 12 ans, membre du Comité exécutif de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO) pendant 4 ans et membre du Conseil d'administration de la FCE/CTF. Cette année, elle a aussi occupé la présidence de la FEO.

Diane a toujours été généreuse de son temps et de son expertise : elle a siégé à dix groupes d'étude, à deux groupes de travail et à sept comités provinciaux de la FEEO, à sept comités de la FEO, ainsi qu'au Comité consultatif de la diversité et des droits de la personne et au Comité des candidatures de la FCE/CTF. Au-delà de son engagement au sein des fédérations, Diane a fait partie des conseils d'administration de l'organisme Community Living North Grenville et de la Lanark County Interval House. L'organisme Intégration communautaire Ontario a fréquemment eu recours à ses services pour élaborer la politique sur l'éducation, animer des conférences et le représenter à des réunions gouvernementales. Elle présente des exposés à des réunions du Congrès du travail du Canada (CTC) et siège comme déléguée aux assemblées générales de la Fédération du travail de l'Ontario et du CTC depuis 2007. Elle a participé à chaque assemblée générale annuelle de la FCE/CTF depuis 2008. En 2018, elle a obtenu le Prix Carol McGregor pour l'activisme en faveur des droits des personnes handicapées décerné par le CTC.



**RECONNAISSANCE DE
LA CONTRIBUTION
D'UNE ÉDUCATRICE
AUTOCHTONE
EXCEPTIONNELLE**



Tesa Fiddler

Tesa Fiddler œuvre dans le secteur de l'éducation depuis 20 ans. Elle a commencé sa carrière comme tutrice accompagnatrice dans la Première Nation de Muskrat Dam. Puis elle a enseigné à des enfants en difficulté à la Dennis Frank Cromarty High School pendant sept ans et dans le programme d'études autochtones du Lakehead District School Board pendant deux ans. Elle a aussi enseigné l'ojibwé pour le Thunder Bay Catholic District School Board et, depuis quelques années, elle exerce le rôle d'enseignante-ressource en éducation autochtone dans ce même conseil scolaire. À ce titre, Tesa prépare des outils pédagogiques qui présentent des perspectives autochtones, en plus de planifier et d'animer des ateliers d'apprentissage professionnel axés sur les Autochtones à l'intention du personnel du conseil. En outre, elle gère des propositions de financement, des plans, des budgets et des rapports en matière d'éducation autochtone destinés au ministère de l'Éducation et aux autres bailleurs de fonds.

Pendant des années, Tesa s'est évertuée à assurer aux élèves autochtones des espaces d'apprentissage adaptés à leur culture, sécuritaires et appropriés, établissant des liens avec la communauté autochtone en vue d'améliorer l'apprentissage des élèves. Tesa a toujours eu à cœur, entre autres, d'améliorer la santé mentale des enfants, d'encourager le perfectionnement professionnel du personnel enseignant, ainsi que de bâtir des relations entre le système d'éducation et les familles autochtones, et d'améliorer ces relations.

Tesa étend son rôle d'enseignante et de personne-ressource bien au-delà de la salle de classe. Elle est membre du conseil de parents du Centre des enfants de Thunder Bay, groupe qui joue un rôle consultatif et militant, et siège au Conseil de Neegahneewin, le conseil consultatif autochtone du Collège Confederation, à Thunder Bay. Tesa a aussi consacré dix années au programme Bon départ à l'intention des Autochtones.

RECONNAISSANCE DE LA CONTRIBUTION D'UNE AÎNÉE AUTOCHTONE



Deb St. Amant

Deb St. Amant (Bezhig Waabshke Ma'iingan Gewetigaabo) est la première aînée en résidence à la Faculté d'éducation de l'Université Queen's, poste qu'elle occupe depuis 2017, et est également coordonnatrice du programme de formation pédagogique autochtone de cette même université.

Elle sert bénévolement la communauté autochtone en tant que membre du Katarokwi Grandmothers' Council, du Land Council, du Kingston Indigenous Languages Nest et du Kingston Thunder Women's Group (Ontario Native Women's Association).

Elle est également conseillère en éducation autochtone pour le compte du Limestone District School Board, de l'Algonquin and Lakeshore Catholic District School Board et du Centre ontarien de prévention des agressions (COPA).

Deb a animé des ateliers sur l'éducation autochtone partout en Ontario, depuis Attawapiskat jusqu'à Windsor, pour le COPA, la FEEO, la FEO, le Conseil des arts de l'Ontario et le Bureau de l'éducation autochtone du ministère de l'Éducation. Elle a été coanimatrice à la conférence de l'organisme Inspire et a corédigé des ressources autochtones pour le COPA, la FEO, la FEEO et Right to Play. Deb est l'auteure du livre *First Nations, Métis, and Inuit Student Success* (2014) destiné aux enseignantes et enseignants en formation initiale.

Deb a enseigné au palier élémentaire pendant 30 ans et a pris sa retraite en 2012. Elle a été la première Autochtone à se faire élire au Comité exécutif provincial de la FEEO, où elle a siégé pendant quatre ans (tout en continuant à enseigner à temps plein). Elle a été membre du Conseil d'administration de la FEO et du Comité consultatif de l'éducation autochtone de la FCE/CTF. La FCE/CTF a choisi Deb St. Amant pour représenter le personnel enseignant canadien d'ascendance autochtone au 6^e Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation qui a eu lieu au Cap, en Afrique du Sud, où elle a parlé du Rêve de Shannen au Caucus des peuples autochtones.

Sa passion pour l'éducation autochtone fait qu'elle est plus occupée que jamais.

JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS **05.10.2019**



**J'enseigne pour
un monde meilleur**



FEM·LEAD·FÉM

femleadfem.ca



Le leadership des femmes dans les organisations de l'enseignement
Women's leadership in teacher organizations



ÉCOUTEZ MA VOIX
HEAR MY VOICE

**J'enseigne. Je vote.
I teach. I vote.**

vox.ctf-fce.ca